

RCS : PONTOISE
Code greffe : 7802

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 01637
Numéro SIREN : 432 509 362
Nom ou dénomination : LES ATELIERS DE BONNEUIL ET DE PONT DU GARD

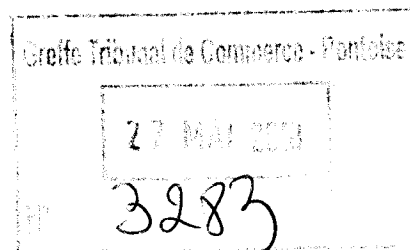
Ce dépôt a été enregistré le 28/05/2018 sous le numéro de dépôt 3283



Vincent Guillemin

COMMISSAIRE AUX COMPTES

INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
RATTACHE A LA CRCC DE BORDEAUX



**S.A.S." LES ATELIERS DE BONNEUIL
ET DE PONT DU GARD"**

7, CHEMIN DE LA PISTE

95500 BONNEUIL EN FRANCE

RAPPORTS DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 30/09/2017

Rue de la Blancherie – AQUILAE

Immeuble Bistre – 2^{ème} étage

33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

SIRET 442 499 174 000 54 - APE 741 C

Tél. : 0 547 500 530 – Fax : 0 547 500 544

E-mail : contact@3g-guillemin.fr

Site internet : www.3g-guillemin.fr

POSR v1 du 20/10/2017





Vincent Guillemain

COMMISSAIRE AUX COMPTES

INSCRIT SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES,
RATTACHE A LA CRCC DE BORDEAUX

**S.A.S." LES ATELIERS DE BONNEUIL
ET DE PONT DU GARD"**

7, CHEMIN DE LA PISTE

95500 BONNEUIL EN FRANCE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 30/09/2017

Rue de la Blancherie – AQUILAE
Immeuble Bistre – 2^{ème} étage
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX
SIRET 442 499 174 000 54 - APE 741 C
Tél. : 0.547 500 530 – Fax : 0 547 500 544
E-mail : contact@3g-guillemain.fr
Site internet : www.3g-guillemain.fr

1-133 v.1 du 20/11/2017



S.A.S. « LES ATELIERS DE BONNEUIL ET DE PONT DU GARD »

7, Chemin de la Piste
95500 – BONNEUIL EN FRANCE
Capital social : 39 000 €

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30/09/2017

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LES ATELIERS DE BONNEUIL ET DE PONT DU GARD relatifs à l'exercice clos le 30/09/2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/10/2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives au nombre et montant des factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu, respectivement pour les fournisseurs et les clients, prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

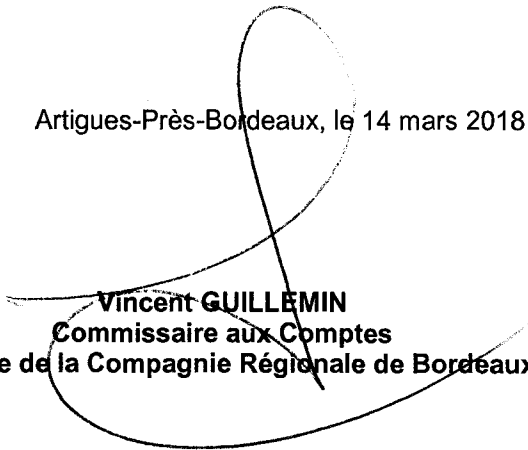
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Artigues-Près-Bordeaux, le 14 mars 2018


Vincent GUILLEMIN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Bordeaux

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 30/09/2017 12			Exercice N-1 30/09/2016 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	1 734 489	827 757	906 732	985 862	79 130	8.03
	Autres immobilisations corporelles	147 755	104 439	43 316	26 628	16 688	62.67
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
Total II		1 882 244	932 196	950 048	1 012 490	62 442	6.17
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	1 763		1 763	7 423	5 660	76.25
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes	1 500		1 500	9 100	7 600	83.52
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	400 662	56 569	344 093	253 766	90 327	35.59
	Autres créances	134 392		134 392	234 533	100 141	42.70
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	55 689		55 689	177 073	121 385	68.55
	Charges constatées d'avance (3)	2 700		2 700	3 373	673	19.94
	Total III	596 706	56 569	540 137	685 268	145 131	21.18
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 478 950	988 765	1 490 185	1 697 758	207 574	12.23

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 30/09/2017	Exercice N-1 30/09/2016	Ecart N/N-1	
		12	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 39 000)	39 000	39 000		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves				
	Réserve légale	3 900	3 900		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	322 441	322 441		
	Report à nouveau	139 224	139 224		
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	36 941	126 271	89 330	70.74
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	541 505	630 835	89 330	14.16
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	33 395	11 287	22 108	195.87
	Concours bancaires courants	125	116	9	7.87
	Emprunts et dettes financières diverses	129 026	133 487	4 461	3.34
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	646 411	682 655	36 244	5.31
	Dettes fiscales et sociales	137 534	239 335	101 801	42.53
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	2 189	43	2 146	NS
	Total IV	948 679	1 066 923	118 244	11.08
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)				
	Total V				
Comptes de Régularisation	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 490 185	1 697 758	207 574	12.23

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

948 679 259 545

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 30/09/2017 12			Exercice N-1 30/09/2016 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises		6 000	6 000	18 700	12 700	67.91	
Production vendue de biens	518		518		518		
Production vendue de services	520 150	186 360	706 510	698 787	7 723	1.11	
Chiffre d'affaires NET	520 668	192 360	713 028	717 487	4 460	0.62	
Production stockée							
Production immobilisée			144 587	142 915	1 672	1.17	
Subventions d'exploitation			2 000	1 000	1 000	100.00	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			13 189	310	12 879	NS	
Autres produits				0	0	100.00	
Total des Produits d'exploitation (I)			872 803	861 713	11 091	1.29	
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			2 458	9 903	7 446	75.18	
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			12 926	7 919	5 007	63.22	
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			5 660	1 229	4 431	360.49	
Autres achats et charges externes *			326 167	295 971	30 196	10.20	
Impôts, taxes et versements assimilés			8 785	9 459	674	7.12	
Salaires et traitements			199 501	185 652	13 849	7.46	
Charges sociales			75 620	75 500	120	0.16	
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			236 844	101 348	135 497	133.69	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				787	787	100.00	
Dotations aux provisions							
Autres charges			789	1	788	NS	
Total des Charges d'exploitation (II)			868 750	687 768	180 981	26.31	
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			4 054	173 944	169 890	97.67	
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs29 863
1 330

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	30/09/2017	12	30/09/2016	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V						
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)	2 309		1 047		1 262	120.46
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	2 309		1 047		1 262	120.46
2. Résultat financier (V-VI)	2 309		1 047		1 262	120.46
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	1 745		172 897		171 152	98.99
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	29 863		1 240		28 623	NS
Produits exceptionnels sur opérations en capital	15 952		535		15 417	NS
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII	45 815		1 775		44 040	NS
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 295		4 579		12 716	277.74
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	14 740				14 740	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII	32 035		4 579		27 456	599.66
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	13 780		2 804		16 584	591.52
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	21 416		43 822		65 238	148.87
Total des produits (I+III+V+VII)	918 619		863 488		55 131	6.38
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	881 678		737 217		144 461	19.60
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	36 941		126 271		89 330	70.74

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

5 910

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

ANNEXE LEGALE

ANNEXE

SOMMAIRE

	page
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Informations générales complémentaires	13
Informations complémentaires (CICE)	13
L'utilisation du CICE dans l'entreprise	13
 - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	14
Etat des amortissements	14
Etat des provisions	15
Etat des échéances des créances et des dettes	15
Composition du capital social	15
Autres immobilisations incorporelles	16
Evaluation des immobilisations corporelles	16
Evaluation des amortissements	16
Evaluation des matières et marchandises	16
Evaluation des créances et des dettes	16
Charges à payer	16
Charges et produits constatés d'avance	17
 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Identité des sociétés mères consolidant les comptes	17

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/10/2016 au 30/09/2017

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art 831-I/1)

Informations générales complémentaires

La société GROUPE THOMANN-HANRY ainsi que ses filiales, détenues à 95% et plus, ont opté pour le régime d'intégration fiscale à compter du 1er octobre 2010. Le périmètre d'intégration fiscale est composé de la société GROUPE THOMMAN-HANRY, tête de groupe, ainsi que des filiales suivantes :

- SAS PAYEUX RESTAURATION
- SAS BELLE FRANCE ET BEAUX ARTS
- SAS THOMANN-HANRY
- SARL LAROCHE RESTAURATION
- SAS SARLAT PIERRES NATURELLES
- EURL THOMANN-HANRY DIVISION CARRIERES
- SAS ATELIERS DE BONNEUIL
- EURL T.H. COMPOSITES

Chaque filiale verse à la société GROUPE THOMANN-HANRY une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposée distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 11 368 €. Il s'agit d'une provision, le montant définitif ne pourra être déterminé qu'à la fin de l'année civile 2015. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 11 368 €, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de :

Description des efforts	Montant
- investissement :	
- recherche :	
- d'innovation :	
- formation :	
- recrutement :	
- prospection de nouveaux marchés :	
- transition écologique et énergétique :	
- reconstitution des fonds de roulement :	11 368
Total	11 368

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

ANNEXE

Exercice du 01/10/2016 au 30/09/2017

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	1 588 159		146 330
Installations générales agencements aménagements divers	29 007		20 061
Matériel de transport	85 709		22 751
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	9 178		
TOTAL	1 712 053		189 142
TOTAL GENERAL	1 712 053		189 142

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			1 734 489	1 734 489
Installations générales agencements aménagements divers			49 068	49 068
Matériel de transport		18 951	89 509	89 509
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			9 178	9 178
TOTAL		18 951	1 882 244	1 882 244
TOTAL GENERAL		18 951	1 882 244	1 882 244

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	602 297	225 460		827 757
Installations générales agencements aménagements divers	10 440	3 614		14 054
Matériel de transport	77 648	7 770	4 211	81 207
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	9 178			9 178
TOTAL	699 563	236 844	4 211	932 196
TOTAL GENERAL	699 563	236 844	4 211	932 196

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Instal. techniques matériel outillage indus.	225 460				
Instal. générales agenc. aménag. divers	3 614				
Matériel de transport	7 770				
TOTAL	236 844				
TOTAL GENERAL	236 844				

ANNEXE

Exercice du 01/10/2016 au 30/09/2017

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	59 132		2 563		56 569
TOTAL	59 132		2 563		56 569
TOTAL GENERAL	59 132		2 563		56 569
Dont dotations et reprises d'exploitation			2 563		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients douteux ou litigieux	67 657	67 657	
Autres créances clients	333 005	333 005	
Taxe sur la valeur ajoutée	89 633	89 633	
Divers état et autres collectivités publiques	38 463	38 463	
Débiteurs divers	6 296	6 296	
Charges constatées d'avance	2 700	2 700	
TOTAL	537 754	537 754	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	125	125		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	33 395	33 395		
Fournisseurs et comptes rattachés	646 411	646 411		
Personnel et comptes rattachés	35 131	35 131		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	45 064	45 064		
Taxe sur la valeur ajoutée	52 767	52 767		
Autres impôts taxes et assimilés	4 572	4 572		
Groupe et associés	129 026	129 026		
Autres dettes	2 189	2 189		
TOTAL	948 679	948 679		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	31 977			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	9 869			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	100.0000	390			390

ANNEXE

Exercice du 01/10/2016 au 30/09/2017

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	125
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 180
Dettes fiscales et sociales	24 589
Autres dettes	510
Total	60 403

ANNEXE

Exercice du 01/10/2016 au 30/09/2017

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	2 700
Total	2 700

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
GROUPE THOMMAN HANRY	SAS	1 933 250	Chemin de Malaric - UZES

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 MARS 2018**

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT ET LE TRENTE MARS à 10 HEURES

Les associés de la Société ATELIERS DE BONNEUIL ET DU PONT DU GARD se sont réunis en assemblée générale mixte, Chemin de Malaric, Pont des Charrettes à Uzès (30700), sur convocation faite par le Président.

Conformément aux dispositions statutaires, il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents.

Monsieur Vincent GUILLEMIN, du cabinet 3G GUILLEMIN & Associés, Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoqué, est présent.

Monsieur François THOMANN, préside la séance en sa qualité de Président.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président de la Séance permet de constater que tous les associés sont présents.

Le Président constate que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- la copie et le récépissé postal de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes ;
- les comptes annuels ;
- le rapport du Président ;
- le texte des projets de résolutions.

Puis le Président déclare que son rapport, les textes des projets de résolutions proposées, le rapport du Commissaire aux comptes ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour ordinaire :

- Rapport de gestion du Président au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 ;
- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2017 ;
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 227-10 du Code de commerce et approbation de ces conventions ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017 et quitus au Président ;
- Affectation du résultat ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Ordre du jour extraordinaire :

- Augmentation de capital au profit des salariés conformément à l'article 225-129-6 du code de commerce.

Le Président donne lecture de son rapport, des rapports du Commissaire aux comptes et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Un débat s'instaure entre les associés.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION - Approbation des comptes

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

L'assemblée générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39, 4 du Code général des impôts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION - Affectation du résultat - Distribution de dividendes

Affectation du résultat

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant 36 941 euros de la manière suivante :

1. Origine

- Report à nouveau antérieur : 139 224 euros
- Autres réserves : 322 441 euros
- Résultat bénéficiaire de l'exercice : 36 941 euros.

2. Affectation

- A titre de dividende pour la totalité, soit 36 941 euros.

3. Rappel des dividendes distribués

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice concerné	Montant
Au 30 septembre 2016	126 271 euros
Au 30 septembre 2015	0 euros
Au 30 septembre 2014	0 euros

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION - Conventions réglementées

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions relevant de l'article L 227-10 et suivants du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION - ACTIONNARIAT SALARIE

L'assemblée générale décide qu'il n'y a pas lieu de procéder à une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues par les dispositions des articles L 3332-18 et suivants du code du travail.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION Délégation de pouvoir

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 10h30.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de l'assemblée

Le Président de l'assemblée
Monsieur François THOMANN

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'THOMANN', is written over a horizontal line. The signature is slanted upwards to the right.

ATELIERS DE BONNEUIL ET DU PONT DU GARD

Société par actions simplifiée

Au capital de 39 000,00 euros

Siège social : 7 Chemin de la Piste – 95500 Bonneuil en France

RCS de PONTOISE n° 432 509 362

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2017

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte en application des statuts et de l'article L.227-9 du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous rappelons que les convocations à la présente assemblée vous ont été régulièrement adressées ainsi que tous les documents prévus par les statuts.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

Nous vous rappelons que notre société a pour activité l'acquisition, la vente, la location, la fabrication, la maintenance, la transformation, l'évolution de brevets et de tous matériels roulants et autres. Elle travaille principalement avec des sociétés du groupe, dès lors, les variations d'activité de celles-ci ont un impact significatif sur le chiffre d'affaires.

Il ressort de l'étude des comptes établis au titre de l'exercice écoulé que l'activité de notre société a été satisfaisante. L'activité est stable puisque nous enregistrons une très légère baisse de notre chiffre d'affaires. En effet, la société comptabilise un chiffre d'affaires de 713 028 euros au 30 septembre 2017, contre 717 487 euros au 30 septembre 2016, soit une variation de 0,62 %. On constate, sur l'exercice, une sollicitation plus importante de la société THOMANN-HANRY SAS.

On constate également une hausse importante des charges d'exploitation essentiellement liée aux dotations aux amortissements. Elles s'élèvent à 868 750 euros au 30 septembre 2017, contre 687 768 euros au 30 septembre 2016. Il en résulte un résultat d'exploitation de 4 054 euros.

L'exercice se solde par un bénéfice de 36 941 euros.

La bonne santé financière de notre société se maintient. Notre société poursuit le développement de son chiffre d'affaires.

Notre société a signé une convention d'animation et de prestation de services avec sa société mère, la SAS GROUPE THOMANN-HANRY, en date du 1^{er} janvier 2015.

En application de cette convention, la SAS GROUPE THOMANN-HANRY s'engage à définir les orientations stratégiques du groupe et à en assurer sa mise en œuvre. Ainsi, elle s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la conduite de la politique du groupe. Notre société s'engage à appliquer et respecter les directives relatives à la stratégie du groupe afin de respecter les objectifs définis.

Au titre de l'exercice écoulé, dans le cadre de la stratégie de développement du groupe, la SAS GROUPE THOMANN-HANRY a assisté ses filiales en matière commerciale afin de travailler le positionnement des celles-ci sur leurs marchés respectifs et développer la clientèle

EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Il convient de souligner qu'aucun événement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Il est précisé en application de l'article L 232-1 du Code de commerce, que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Le développement de notre activité se poursuit. Nous poursuivons nos efforts pour développer notre clientèle extérieure aux sociétés du groupe.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L 441-6-1 al.1 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

Exercice clos le 30 septembre 2017

Date d'échéance	Solde des dettes fournisseurs à 30 jours	Solde des dettes fournisseurs à 60 jours	Solde des dettes fournisseurs à 90 jours et plus	Total
30/09/2017	- €	- €	- €	611 231 €

Exercice clos le 30 septembre 2016

Date d'échéance	Solde des dettes fournisseurs à 30 jours	Solde des dettes fournisseurs à 60 jours	Solde des dettes fournisseurs à 90 jours	Solde des dettes fournisseurs à 120 jours et plus
30/09/2016	23 265 €	12 560 €	13 149 €	581 770 €

EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 :

- Le chiffre d'affaires H.T. s'est élevé à 713 028 euros contre 717 487 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 0,62 % ;
- Le total des produits d'exploitation s'élève à 872 803 euros contre 861 713 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 1,29 % ;
- Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 868 750 euros contre 687 768 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 26,31 % ;
- Le résultat d'exploitation ressort à 4 054 euros contre 173 944 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 97,67 % ;
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 199 501 euros contre 185 652 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 7,46 % ;
- Le montant des charges sociales s'élève à 75 620 euros contre 75 500 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 0,16 % ;
- L'effectif salarié moyen s'élève à 5 contre 7 au titre de l'exercice précédent.

Il est précisé que la Société n'a supporté aucune dépense de travail intérimaire, contre 2 487 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d'un résultat financier de (2 309) euros contre (1 047) euros au titre de l'exercice précédent, le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à 1 745 euros contre 172 897 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 98,99 % ;

Compte tenu des éléments ci-dessus, du résultat exceptionnel de 13 780 euros contre (2 804) euros au titre de l'exercice précédent, de l'impôt sur les bénéfices de (21 416) euros, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 36 941 euros contre un bénéfice de 126 271 euros au titre de l'exercice précédent.

Au 30 septembre 2017, le total du bilan de la Société s'élevait à 1 490 185 euros contre 1 697 758 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 12,23 %.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2017 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 36 941 euros de la manière suivante :

1. Origine

- Report à nouveau antérieur : 139 224 euros
- Autres réserves : 322 441 euros
- Résultat bénéficiaire de l'exercice : 36 941 euros.

2. Affectation

- A titre de dividende pour la totalité, soit 36 941 euros.

3. Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice concerné	Montant
Au 30 septembre 2016	126 271 euros
Au 30 septembre 2015	0 euros
Au 30 septembre 2014	0 euros

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous allons maintenant vous donner lecture du rapport général de votre Commissaire aux comptes et de son rapport spécial sur les conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de commerce.

En application des dispositions de l'article L 227-10 du Code de commerce, il est rappelé les dernières conventions intervenues entre la Société et son associée unique et qui doivent être mentionnées sur le registre des décisions de l'associée unique :

- Convention conclue le 1^{er} janvier 2015 entre la SAS GROUPE THOMANN-HANRY et la société. Objet : Convention d'animation et de prestations de services. La somme de 116 640 euros a été versée au titre de l'exercice en application de cette convention.
- Convention de compte courant et de trésorerie entre la SAS GROUPE THOMANN-HANRY et la société conclue le 20 septembre 2013. Le solde du compte courant s'élève à 129 026 euros à la clôture de l'exercice.
- Convention entre la SAS THOMANN-HANRY et la Société. Objet : Convention de mise à disposition de salariés.

ACTIONNARIAT SALARIE

Nous vous rappelons que les dispositions de l'article L 225-129-6 du code de commerce prévoient que tous les trois ans, une assemblée générale extraordinaire est convoquée pour se prononcer sur la réalisation d'une augmentation de capital dans les conditions prévues aux articles L 3332-18 et suivants du Code du travail (anc. Article L 443-5), lorsque la proportion du capital détenu par le personnel est inférieur à 3%.

L'assemblée générale de la société n'ayant pas été consultée sur une telle proposition depuis plus de trois ans et l'ensemble du personnel ne détenant aucune participation dans le capital, il y a lieu de renouveler cette consultation.

Pour nous conformer aux exigences susvisées, nous vous présentons donc une résolution d'augmentation de capital permettant un développement de l'actionnariat salarié.

Cette résolution tend à réaliser une augmentation de capital au profit du personnel salarié, sans droit préférentiel de souscription. Si elle est adoptée, votre assemblée pourra procéder, si elle le juge utile, à la réalisation d'une ou plusieurs augmentations. Conformément aux dispositions légales applicables, le prix de souscription des actions émises dans ce cadre sera déterminé sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Cependant, nous vous informons que la situation de la société et son évolution prévisible apparaissent aujourd'hui peu compatibles avec une politique d'ouverture de son capital même dans le but de développer l'actionnariat salarié.

Dans ces conditions, nous vous invitons à décider qu'il n'y a pas lieu de procéder à une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues par les dispositions précitées.

La Présidente

SAS GROUPE THOMANN-HANRY

Représentée par Monsieur François THOMANN, Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'THOMANN', is written over a horizontal line.